

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE SECTEUR DE L'ÉDITION AU CANADA

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, j'adresserai ma question au vice-premier ministre. Suivant, semble-t-il une politique énoncée par l'ancien ministre des Communications, le ministre suppléant des Communications a préconisé l'instauration d'une politique culturelle canadienne énergique dans le domaine de l'édition. C'est un sujet d'autant plus d'actualité que Prentice-Hall risque d'être absorbée.

Ma question découle d'une lettre de notre ambassadeur aux États-Unis selon laquelle la position du gouvernement canadien à cet égard compromettrait nos négociations commerciales avec les États-Unis.

Quelle est la politique du gouvernement du Canada compte tenu de l'absorption éventuelle de Prentice-Hall? Qui parle au nom du gouvernement: le ministre suppléant des Communications ou notre ambassadeur aux États-Unis?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la Chambre et le chef de l'opposition n'ignorent pas que Investissement Canada se penche actuellement sur le cas Prentice-Hall et que c'est à ce niveau que la décision sera prise.

Il sait fort bien, mais je lui répète, que notre gouvernement est déterminé à sauvegarder et à consolider nos industries culturelles et notre culture que ce soit à l'occasion des négociations avec les États-Unis ou dans toute autre circonstance.

Mon collègue, le ministre suppléant des Communications et moi-même avons dit bien clairement que nous comptons rencontrer personnellement les représentants des industries culturelles du Canada, y compris ceux du secteur de l'édition pour veiller à ce que leurs intérêts soient bien protégés lors des négociations qui pourraient avoir lieu.

[Français]

LES NÉGOCIATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU CANADA

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, si c'est là une déclaration de notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures, cela va laisser tomber son ambassadeur aux États-Unis.

De toute façon, est-ce que le ministre peut clarifier la position du gouvernement du Canada? Est-ce que notre industrie de l'édition est sur la table et matière à négociation ou non avec les États-Unis?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le très honorable chef de

l'opposition n'est pas nouveau au gouvernement. Il comprend très bien que les responsabilités d'un ambassadeur, c'est de refléter les situations dans lesquelles il peut se trouver. Cela, c'est une responsabilité de nos ambassadeurs. Je peux dire avec fierté que les ambassadeurs canadiens sont en train d'exercer leurs responsabilités avec une grande efficacité.

En ce qui concerne la question précise, il est bien clair que le gouvernement canadien, par la déclaration de mon collègue, l'ancien ministre des Communications, et par d'autres moyens, a signalé clairement notre détermination, pas juste de protéger, mais de susciter l'épanouissement de nos industries culturelles, et parmi les industries culturelles importantes, nos industries de publication.

[Traduction]

L'ORDRE DU JOUR DES NÉGOCIATIONS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, à en croire les termes de sa lettre, notre ambassadeur aux États-Unis se faisait l'écho des réactions qu'il a constatées aux États-Unis et il préconisait également l'assouplissement de notre nationalisme culturel. C'est, selon moi, ce qui ressort clairement de sa lettre.

Je dois poser cette question au ministre étant donné que le gouvernement a pour stratégie de laisser les Canadiens dans l'ignorance quant aux questions qui seront négociées ou non. Le secteur de l'édition est-il inscrit à l'ordre du jour des négociations avec les États-Unis ou est-il intouchable?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le chef de l'opposition a fait partie de gouvernements qui ont négocié des ententes commerciales internationales dans le cadre du GATT et ailleurs, sans jamais consulter les Canadiens. Notre gouvernement agit différemment.

● (1420)

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Nous avons déjà entamé une concertation beaucoup plus complète qu'il n'y en a jamais eu au Canada en vue des négociations que nous pourrions tenir avec les États-Unis.

M. Broadbent: Maintenant, répondez à la question.

M. Clark (Yellowhead): Ces consultations se poursuivront. Nous avons rencontré les ministres provinciaux du Commerce. Comme je l'ai dit, le ministre des Communications suppléant et moi-même rencontrerons directement les représentants des industries culturelles.

De toute évidence, certaines de nos industries culturelles désirent avoir un meilleur accès aux marchés plus vastes qu'offrent les États-Unis.

Des voix: Oh, oh!